



Les États-Unis d'Amérique : l'état marionnette

Par [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Mondialisation.ca, 21 novembre 2012

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le gouvernement des États-Unis et ses sujets pensent que les États-Unis sont "la seule superpuissance au monde". Mais comment un pays peut-il être une superpuissance quand son gouvernement et la majorité de ses sujets, spécifiquement ceux qui sont membres des églises évangélistes, se vautrent aux pieds du premier ministre israélien ? Comment un pays peut-il être une superpuissance lorsqu'il manque totalement de pouvoir pour déterminer sa propre politique étrangère au Moyen-Orient ? Un tel pays n'est pas une superpuissance ; un tel pays est un état marionnette.

Nous avons été les témoins ces derniers jours, une fois de plus, de la "superpuissance américaine" se vautrant aux pieds de Netanyahu. Quand celui-ci a décidé d'assassiner encore des femmes et des enfants palestiniens de Gaza, de détruire plus avant ce qu'il reste de l'infrastructure sociale du ghetto de Gaza et qu'il déclare que les crimes de guerres israéliens et les crimes contre l'humanité d'Israël, ne sont que de "simples pratiques de self-défense", le sénat et le parlement américains, la Maison-Blanche et les médias américains, tous, ont vivement apporté leur soutien à Netanyahu.

Le 16 Novembre, le congrès de la "superpuissance", à la fois le sénat et la chambre basse, ont passé haut la main des résolutions écrites pour eux par l'AIPAC, le lobby israélien connu sous le vocable d'*American Israel Public Affairs Committee*, le seul agent étranger qui n'est pas obligé de s'enregistrer comme agent étranger. Le Global News Service juif a rapporté son pouvoir sur Washington avec fierté. Les démocrates et les républicains partagent ensemble le déshonneur de servir Israël et le mal au lieu de l'Amérique et de la justice pour les Palestiniens.

La Maison-Blanche s'est empressée d'obéir aux ordres du lobby israélien. Le président Obama a annoncé qu'il est "totalement en soutien" de l'assaut israélien sur Gaza. Ben Rhodes, l'adjoint à la sécurité de l'état à la Maison-Blanche a dit aux médias le 17 novembre que la Maison-Blanche "veut la même chose que les Israéliens". Ceci est une supputation gratuite, car beaucoup d'Israéliens s'opposent aux crimes de leur gouvernement, qui n'est pas le gouvernement d'Israël, mais celui des colons, c'est à dire, celui d'immigrants fous de possession territoriale qui s'emparent illégalement, avec le soutien de Netanyahu, des terres palestiniennes.

L'Israël de Netanyahu est l'équivalent des républicains de Lincoln il y a 150 ans. A cette époque, il n'y avait aucune loi internationale pour protéger les états du sud, qui avaient volontairement délaissés l'Union, un droit constitutionnel exercé, afin d'éviter d'être

exploité par les intérêts d'affaires du Nord. Subséquemment, l'armée de l'Union (nord), après avoir dévasté le Sud, se retourna contre les Amérindiens, et il n'y avait pas non plus de loi internationale pour protéger les autochtones d'être assassinés et dépossédés par les armées de Washington.

Washington clama que ses forces d'invasion étaient menacées par les arcs et les flèches des Amérindiens. Aujourd'hui, il y a une loi internationale qui protège les résidents palestiniens de West Bank et de Gaza. Néanmoins, à chaque fois que le monde essaie de rendre responsable le gouvernement israélien de ses crimes, la marionnette d'Israël, Washington, met son veto à l'ONU pour bloquer la décision. La notion même qu'Israël soit menacée par les Palestiniens est aussi absurde que la notion que les Etats-Unis soient menacés par l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, le Yémen, la Syrie, le Pakistan et même l'Iran. Aucun de ces gouvernements émanant de ces pays n'a jamais proféré de menaces envers les Etats-Unis et quand bien même cela aurait été fait, cela n'aurait absolument aucun impact. Si une superpuissance peut-être menacée par des pays si lointains, alors elle n'est pas une superpuissance.

Diaboliser une victime est un moyen de cacher des crimes d'état. Les médias de la presse écrite ou audio-visuelle américains sont inutiles à barrer la route aux crimes de l'état. Les seuls crimes reportés par la presse sont ceux perpétrés par des "terroristes", c'est à dire ceux qui résistent à l'hégémonie américaine et d'Américains comme Bradley Manning et Sibel Edmonds, qui ont libéré la vérité du secret officiel. Julian Assange de Wikileaks demeure en danger malgré l'asile politique qui lui a été accordé par le président de l'Équateur, car Washington se moque de la loi internationale comme d'une guigne.

Aux Etats-Unis, l'exercice du premier amendement de la constitution (**NdT**: liberté d'expression et de parole) est regardé de plus en plus comme un crime envers l'état. Le but des médias n'est plus de chercher la vérité, mais de protéger les mensonges officiels. Dire la vérité a pratiquement disparu et il en coûte cher aux journalistes qui s'y aventurent. Pour garder son boulot, chacun sert les intérêts de Washington et les intérêts privés de derrière le rideau que Washington sert. Dans sa dernière défense des crimes d'Israël en date du 19 Novembre, le président Obama a dit: "Aucun pays au monde ne tolérerait une pluie de missiles lui tombant dessus de l'extérieur". Mais bien sûr, un grand nombre de pays tolère sans rien dire la pluie de missiles déclenchée par l'Amérique. Le criminel de guerre Obama fait pleuvoir les missiles en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen, et a fait pleuvoir les missiles en Somalie, en Libye, en Irak et en Syrie également. L'Iran sera sûrement le prochain.

L'attaque allemande sur le ghetto de Varsovie durant la guerre est une des histoires d'horreur de l'histoire juive. Un tel événement se passe de nouveau, seulement cette fois, les juifs sont les perpétrateurs au lieu d'être les victimes. Aucune main ne s'est levée pour stopper Israël de son but avoué de l'opération en cours par le ministre de l'intérieur israélien Eli Yishai lorsqu'il a dit que le but était de "renvoyer Gaza au Moyen-Age".

Paul Craig Roberts

Article original en anglais :



[Puppet State America](#), publié le 19 novembre 2012.

Traduit de l'anglais par [Résistance 71](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Dr. Paul Craig Roberts](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Dr. Paul Craig Roberts](#)

A propos :

Paul Craig Roberts, former Assistant Secretary of the US Treasury and Associate Editor of the Wall Street Journal, has held numerous university appointments. He is a frequent contributor to Global Research. Dr. Roberts can be reached at <http://paulcraigroberts.org>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca